

Les fils respectueux de l'économétrie

Alain Noël

Numéro 17, automne 1991

Régulation et problèmes contemporains

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002147ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002147ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Noël, A. (1991). Les fils respectueux de l'économétrie. *Cahiers de recherche sociologique*, (17), 107–123. <https://doi.org/10.7202/1002147ar>

Résumé de l'article

Les principaux critiques de l'approche de la régulation y voient une tentative infructueuse de construire des modèles de croissance formels, propres à chaque période de stabilité. Le problème est réel, et relève d'une tension entre la recherche de déterminants économiques et la reconnaissance du caractère exogène du politique. Cette tension se traduit par une coupure en deux phases, une plus économique, où les rapports sociaux sont à peu près figés, et une autre plus politique, où ils sont remis en question. L'article tente de démontrer qu'une telle coupure, qui isole l'économie du politique, n'est justifiée ni par l'épistémologie, ni par la méthode, et introduit une contradiction majeure dans le programme de recherche régulationniste. L'argument présenté ici rejette une telle coupure, en insistant sur le caractère précaire de toute régulation, en relativisant l'importance de la formalisation, et en réaffirmant les fondements marxistes et keynésiens de l'approche. Cette remise en question impose des révisions théoriques et empiriques significatives, mais elle semble nécessaire.

Les fils respectueux de l'économétrie*

Alain NOËL

Hétérodoxe, et donc toujours marginale, l'approche de la régulation n'en a pas moins connu une diffusion remarquable dans la seconde moitié des années quatre-vingt. Un certain essoufflement se fait pourtant sentir. Comparativement au colloque de Barcelone, à l'été 1988, où tout semblait possible, la rencontre du printemps 1991 à Montréal donnait l'impression d'une approche sur la défensive, hésitant entre la protection de ses arrières et la fuite en avant. C'est qu'avec la diffusion et l'influence, toutes relatives soient-elles, sont venues les critiques. Celles-ci dérangent d'autant plus qu'elles proviennent moins de l'orthodoxie néo-classique, qui ignore tout bonnement la régulation, que d'auteurs théoriquement et politiquement assez proches.

Que reproche-t-on aux régulationnistes? Bien des choses, mais surtout une vision étriquée du capitalisme, des analyses historiques qui résistent mal à la vérification empirique, et des perspectives politiques limitées. Robert Brenner et Mark Glick, par exemple, remettent en question tant l'analyse économique que le découpage historique proposés par l'approche de la régulation, pour conclure en rejetant entièrement l'idée même de présenter l'histoire du capitalisme comme une succession de formes institutionnelles spécifiques. Dans cette optique, la promotion de nouveaux "compromis institutionnalisés" n'a tout simplement pas de sens.¹ Dans la même veine, Simon Clarke fait de la crise une donnée permanente du capitalisme et réduit les arrangements politiques et sociaux de l'après-guerre à l'expression purement politique d'un rapport de force entre les classes sociales.² Paul Hirst et Jonathan Zeitlin reconnaissent pour leur part la diversité des arrangements technologiques, institutionnels et politiques, mais récusent la tentative régulationniste d'associer de tels arrangements à des règles tendanciennes du

* Je remercie Gérard Boismenu, Jane Jenson, Pierre Martin et Alan Shandro pour leurs commentaires sur une première version de ce texte. Ce travail a bénéficié du soutien financier du CAFIR (Université de Montréal).

¹ R. Brenner et M. Glick, "The Regulation Approach: Theory and History", *New Left Review*, 188, juillet-août 1991, p. 111 et 116.

² S. Clarke, "Overaccumulation, Class Struggle and the Regulation Approach", *Capital and Class*, 36, hiver 1988, p. 59-92; "The Crisis of Fordism or the Crisis of Social-Democracy?", *Telos*, 83, printemps 1990, p. 71-98.

développement capitaliste.³ Dans tous les cas, l'analyse économique de l'accumulation constitue le noeud du problème. Les critiques remettent tous en question l'idée d'une séquence bien découpée de périodes dont la dynamique serait suffisamment distincte pour faire l'objet de tests économétriques.

Dans *La Théorie de la régulation*, Robert Boyer reconnaît les limites des explications proposées mais ne remet pas en cause l'approche et la méthode. Au contraire, il propose d'aller de l'avant avec une nouvelle série de modèles économétriques. Pour lui, "toute la question est celle des *variables* réputées pertinentes, des *mécanismes* dont elles dépendent et plus encore du découpage entre *l'endogène et l'exogène*".⁴ Pour les critiques de l'approche, cependant, le problème va bien au-delà des variables, des mécanismes et du découpage. L'idée même de construire des modèles qui rendent compte des spécificités économiques de chaque période est rejetée, soit au nom de la pérennité des formes capitalistes, soit à celui de leur incommensurabilité.

Le problème de l'approche de la régulation est effectivement plus profond que ce que laisse entendre Robert Boyer, et il relève bien, comme l'affirment les critiques, de la caractérisation des périodes de croissance stable. Ceux-ci ont tort, cependant, de conclure à l'impossibilité de comprendre l'évolution des économies capitalistes en termes de périodes relativement cohérentes. Ce qu'il faut remettre en question, ce n'est pas le projet régulationniste, mais seulement sa version la plus économiste, celle qui en appelle à des modèles formels de plus en plus sophistiqués.

"Fils rebelles des althussériens"⁵, les régulationnistes sont en même temps les fils respectueux de l'économétrie. Economistes, ils ont voulu construire une approche qui soit respectable dans une discipline qui fait de la construction de modèles formels l'activité scientifique par excellence. Sensibles à l'histoire, au politique et aux institutions, ils ont écarté les modèles universels et atemporels de l'orthodoxie néo-classique. Pour définir des modèles vérifiables, il fallait néanmoins postuler des systèmes de relations économétriques complets et stables, au moins sur une période et dans un espace donnés. Les régulationnistes ont donc défini les périodes où le mode de régulation est bien établi et relativement stable comme des situations d'équilibre, situations qui pouvaient être adéquatement représentées par un nombre limité d'équations simultanées. Quant aux moments de

³ P. Hirst et J. Zeitlin, "Flexible Specialization versus Post-Fordism: Theory, Evidence and Policy Implications", *Economy and Society*, 20(1), février 1991, p. 1-56.

⁴ R. Boyer, *La Théorie de la régulation: une analyse critique*, Paris, La Découverte, 1986, p. 102-105 (souligné dans le texte). Cet appel au développement de nouveaux modèles économétriques est repris dans la préface à l'édition anglaise du livre: *The Regulation School: A Critical Introduction*, New York, Columbia University Press, 1990, p. xix.

⁵ L'expression est d'A. Lipietz, "La Régulation: les mots et les choses", *Revue économique*, 38(5), septembre 1987, p. 1051.

crise et d'innovation institutionnelle, ils devenaient des épisodes plus ou moins aléatoires, à propos desquels peu de choses pouvaient être dites, sinon qu'ils étaient l'occasion de conflits politiques et sociaux et la source de "trouvailles" institutionnelles.

Cette dichotomie entre périodes d'équilibre économique et périodes de liberté politique reflète bien la difficulté qu'ont les régulationnistes à intégrer le politique à leurs analyses. J'ai discuté ailleurs de la nécessité d'une théorie politique des crises et du changement institutionnel qui aille au-delà de la notion de trouvaille et s'intègre à la logique régulationniste.⁶ Le présent article pousse plus loin la réflexion, pour montrer que même l'analyse des périodes stables se trouve compromise par une conception résiduelle du politique.

En premier lieu, l'article expose le problème en présentant la tension entre le désir régulationniste de réalisme et d'ouverture au politique et la recherche parallèle de résultats comparables à ceux obtenus par d'autres approches économiques. Cette tension n'est pas aisément contournable, et, pour la résoudre, il faut remettre en question les fondements de l'approche de la régulation. La deuxième partie de l'article amorce une telle réflexion en tentant de distinguer, à l'intérieur du programme de recherche régulationniste, l'accessoire de l'essentiel. Le noyau dur de l'approche, pour parler en termes lakatosiens, n'est peut-être pas là où l'on pense. En conséquence, la dernière partie en propose une reformulation qui doit autant à Keynes qu'à Marx, et plus à ces deux auteurs qu'aux néo-classiques ou aux post-keynésiens. La conclusion discute brièvement des implications d'une telle reformulation.

Des trouvailles et de l'économétrie

Le programme de recherche régulationniste s'organise autour de trois grandes questions: comment de longues périodes d'accumulation capitaliste relativement stables sont-elles possibles? quelles sont les causes des crises qui mettent fin à ces longues périodes de stabilité? et comment de nouvelles structures sociales qui permettent à nouveau une accumulation stable peuvent-elles émerger? En principe, l'approche de la régulation accorde une importance égale aux trois questions: tout comme les périodes de stabilité ne peuvent être comprises sans une connaissance adéquate de leurs fondements historiques, de même les crises et la construction de nouvelles formes institutionnelles ne s'expliquent qu'en référence au mode de régulation en place. En pratique, cependant, la première question a davantage

⁶ A. Noël, "Accumulation, Regulation, and Social Change: An Essay on French Political Economy", *International Organization*, 41(2), printemps 1987, p. 303-333; "Action collective, politique partisane et relations industrielles", dans G. Boismenu et D. Drache (dir.), *Politique et régulation: modèle de développement et trajectoire canadienne*, Montréal-Paris, Méridien-L'Harmattan, 1990, p. 99-131.

retenu l'attention. Les recherches régulationnistes ont surtout cherché à expliquer la dynamique propre aux périodes de stabilité.

La priorité accordée à la première question n'est pas fortuite. Attentifs à l'histoire, les principaux auteurs ont tous souligné les origines politiques et sociales des institutions qui permettent la régulation de l'accumulation capitaliste, comme ils ont reconnu les fondements politiques et sociaux des crises mettant fin à des modes de régulation établis. En même temps, parce qu'il s'agissait de phénomènes politiques, ils ont longtemps refusé toute explication systématique, de peur de verser dans le fonctionnalisme. Pour rendre compte de la mise en place de nouveaux arrangements institutionnels, on a préféré parler de "trouvailles", "d'évolutions concrètes" qui "ne sont inscrites dans aucun déterminisme", ou d'évolutions politiques "hasardeuses"⁷. De même, les crises ont été présentées comme relevant de limites politiques et sociales difficiles, sinon impossibles, à théoriser⁸. De ce point de vue, qui fait du politique le domaine de l'aléatoire, l'accent mis sur les périodes stables ne surprend guère.

L'hésitation régulationniste à traiter du politique n'était cependant pas justifiée. En rupture avec le marxisme althussérien, l'approche de la régulation a réintroduit le sujet, évacué par une théorie purement structurelle, mais elle a néanmoins conservé une méfiance très althussérienne à l'égard de la théorie politique. Pour Althusser et Balibar, le politique, c'est-à-dire l'ensemble des forces et processus qui engendrent (ou empêchent) le changement, ne pouvait faire l'objet d'explications causales. Dans un monde sans sujets, le changement relevait d'une procédure complexe, difficilement retraçable, à travers laquelle de nouvelles structures étaient "trouvées" et "combinées". Or, parce qu'on refusait le fonctionnalisme, cette procédure ne pouvait s'expliquer, sinon en termes purement aléatoires. Il fallait donc parler de "trouvailles", relevant plus du hasard que de l'action collective et des stratégies politiques⁹.

En réintroduisant le sujet, les régulationnistes ont écarté cette difficulté propre au marxisme althussérien et ouvert la porte à des explications causales tenant compte des initiatives et des stratégies d'acteurs agissant à l'intérieur de structures données. Ils ont malgré tout hésité à intégrer de telles explications à leurs analyses, continuant à utiliser la notion althussérienne de "trouvaille" pour bien marquer leur refus du fonctionnalisme. À partir du milieu des années quatre-vingt, cependant, l'intérêt des sociologues et des politologues pour l'approche de la régulation a forcé une remise en question de ces hésitations, si bien qu'un récent

⁷ Voir A. Noël, "Action collective, politique partisane et relations industrielles", *op. cit.*, p. 103-104.

⁸ R. Boyer, *La Théorie de la régulation*, *op. cit.*, p. 102-103.

⁹ Sur cette question, voir P. Anderson, *In the Tracks of Historical Materialism*, London, Verso, 1983, p. 48-55.

bilan en appelait ouvertement, pour une seconde génération de travaux, à l'étude des "déterminants politiques"¹⁰.

Cette ouverture à l'analyse politique ne remet cependant pas en question tous les aspects du programme de recherche. Elle concerne en premier lieu l'étude de la création des nouveaux arrangements institutionnels, et de façon secondaire l'analyse des crises. L'étude des périodes stables, la question privilégiée par les recherches passées, semble peu affectée par la récente intégration du politique. Comment en effet les régulationnistes proposent-ils d'étudier ces périodes stables? Dans *La théorie de la régulation*, Robert Boyer oppose "deux phases": "celle au cours de laquelle les rapports sociaux s'inscrivent en continuité et dans la logique de formes existantes; celle, au contraire, où l'enjeu n'est autre que la constitution de nouvelles formes institutionnelles"¹¹. Pour lui, si la seconde phase relève de l'analyse politique, la première impose d'autres exigences:

[...] en la matière, l'analyse purement qualitative ne saurait suffire dans la mesure où elle ne permet pas de vérifier si une série de mécanismes économiques se confortent les uns les autres, ou au contraire suscitent une évolution cumulative défavorable ou une succession de cercles vicieux.

Force est donc de recourir à *une modélisation macroéconomique* et si possible économétrique des différentes régulations¹².

L'objectif est limpide. Il s'agit de proposer des "alternatives aux théories macroéconomiques", afin de battre l'orthodoxie à son propre jeu. "Il ne suffit pas", écrit Boyer, "de décrire le monde 'tel qu'il est' pour opposer un argument valable au paradigme néo-classique"¹³. Il faut, au contraire, offrir des propositions suffisamment précises pour se traduire en modèles économétriques. Et puis, note-t-il, peut-on vraiment s'opposer à un minimum de théorisation et de formalisation sans tomber dans "un plat événementialisme ou un vague institutionnalisme"? De façon générale, pour la science, l'hypothèse déterministe n'a-t-elle pas été "plus fructueuse que celle de l'ordre par le hasard"¹⁴?

Posé en ces termes, le problème ne semble guère laisser de choix. Qui souhaite se contenter d'un plat événementialisme soumis aux lois du hasard? En réalité, la question n'est pas si simple. D'abord, la philosophie des sciences a depuis longtemps laissé derrière elle l'antinomie déterminisme/hasard. Ensuite, la construction de modèles formels pose des difficultés plus grandes et offre des avantages plus limités que ce que laisse entendre Boyer. Enfin, et surtout, la

¹⁰ R. Boyer, "Préface: pour une seconde génération de travaux sur la régulation", dans Boismenu et Drache (dir.), *op. cit.*, p. 24.

¹¹ R. Boyer, *La Théorie de la régulation*, p. 73.

¹² *Ibid.*, p. 76 (souligné dans le texte).

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*, p. 74-76 et 90.

coupure logique entre deux phases, stables et instables, risque fort de contredire les fondements théoriques de l'approche de la régulation.

La nécessité de situer l'analyse régulationniste dans le cadre d'une épistémologie "réaliste" a été discutée ailleurs¹⁵. Il convient néanmoins de rappeler que d'un point de vue "réaliste", l'opposition déterminisme/hasard n'a guère de sens. Écartant l'objectif illusoire d'une causalité exprimant des séquences de causes à effets ne souffrant aucune exception, le réalisme scientifique prône plutôt la recherche de "mécanismes" montrant que des causes données peuvent avoir, mais n'ont pas nécessairement, des effets spécifiques¹⁶. Robert Boyer a tort de faire de ce qu'il appelle l'hypothèse déterministe une condition du succès scientifique.

Quant à la construction de modèles économétriques, elle offre une voie à tout le moins périlleuse vers la respectabilité. Dans les années cinquante, note Lester C. Thurow, les économistes comptaient beaucoup sur l'économétrie pour enfin résoudre les différends théoriques qui divisaient leur discipline. Trente ans plus tard, on ne peut que constater l'incapacité des techniques économétriques à établir des résultats stables et robustes, à permettre la prédiction, ou même à trancher de façon définitive entre des approches divergentes. "Aucun ensemble de données", écrit Thurow, "n'a jamais renversé une théorie, puisqu'il a toujours été possible de construire un modèle économétrique compatible tant avec la théorie qu'avec les données"¹⁷. Il ne s'agit pas de rejeter tout effort quantitatif, mais plutôt de réaliser que, pas plus qu'une autre, l'approche de la régulation ne vivra pas ni ne mourra sur la base des résultats chiffrés obtenus. En sciences sociales, les analyses quantitatives sophistiquées peuvent être utiles, mais elles s'avèrent rarement déterminantes¹⁸.

Imposée ni par l'épistémologie ni par la pertinence très relative de l'économétrie, la construction de modèles formels comporte par ailleurs des désavantages sérieux pour l'approche de la régulation. Parce qu'elle requiert une distinction entre deux phases contrastées, la démarche économétrique risque de réintroduire la coupure, en principe récusée, entre l'économique et le politique. Ainsi, en phase régulée, "les rapports sociaux s'inscrivent en continuité et dans la logique de formes existantes" et ils peuvent être formalisés, alors qu'en phase instable ils évoluent plus ou moins rapidement et relèvent davantage du politique.

¹⁵ B. Jessop, "Regulation Theories in Retrospect and Prospect", *Economy and Society*, 19(2), mai 1990, p. 153-216; A. Noël, "Action collective, politique partisane et relations industrielles", *op. cit.*.

¹⁶ Voir A. Sayer, *Method in Social Science: A Realist Approach*, London, Hutchison, 1984, p. 95-102.

¹⁷ L. C. Thurow, *Dangerous Currents: The State of Economics*, New York, Random House, 1983, p. 117.

¹⁸ D. Little, *Varieties of Social Explanation: An Introduction to the Philosophy of Social Science*, Boulder, Westview Press, 1991, p. 178-179.

Les modèles économétriques n'excluent pas nécessairement les rapports sociaux. On peut très bien, par exemple, y inclure des données reflétant l'évolution du rapport salarial. On pourrait même construire des modèles prenant en compte plusieurs variables sociales et politiques. Il n'en reste pas moins qu'un modèle doit poser comme constante une série de paramètres qui définissent une structure susceptible d'atteindre un équilibre, c'est-à-dire "une situation de *statu quo* du système dans laquelle aucune force de changement endogène n'aurait de raison de se mettre en œuvre"¹⁹. Cette exigence méthodologique va directement à l'encontre de l'idée selon laquelle la régulation demeure toujours redevable des forces sociales et politiques, et n'est jamais que partielle, temporaire et instable²⁰. Ainsi, Boyer n'a pas sitôt prôné la modélisation qu'il définit la crise par "une évolution endogène ou exogène des paramètres du modèle", qui amène le système à sortir "de sa zone de stabilité structurelle"²¹. Alors que le modèle de croissance suppose une situation où "aucune force de changement endogène n'aurait de raison de se mettre en œuvre", l'étude des crises pose justement qu'il y a "évolution endogène ou exogène des paramètres du modèle". Faut-il s'étonner que, dans ces conditions, l'approche de la régulation n'ait pas produit d'explications convaincantes de la crise actuelle²²?

Parce qu'elle tend à nier les fondements sociaux toujours précaires de l'accumulation et à faire abstraction des éléments de disjonction, la modélisation proposée reflète bien la tendance à l'économisme propre à l'école de la régulation²³. Comme la notion de "trouvaille", utilisée pour décrire les origines des formes de régulation, celle de phases où les rapports sociaux ne sont que continuité relève de la difficulté régulationniste à intégrer le politique. Plus sensible aux origines althussériennes de l'approche, Alain Lipietz a surtout insisté sur les "trouvailles"; plus proche de l'orthodoxie économique, Robert Boyer a, lui, mis l'accent sur l'économétrie. Les deux positions constituent de fait les deux faces d'une même médaille: dans les deux cas, on introduit une coupure entre le temps de l'économique et celui du politique.

Le noyau dur de l'approche

La recherche empirique n'a-t-elle pas démontré la pertinence de la démarche proposée par Boyer? Peut-on vraiment étudier la régulation sans faire référence aux méthodes de la discipline économique? Le refus de la formalisation ne porte-t-il

¹⁹ M. de Vroey, cité dans R. Boyer, *La théorie de la régulation*, p. 104 (souligné dans le texte). Voir aussi: F. Neal et R. Shone, *Economic Model Building*, London, Macmillan, 1976, p. 43.

²⁰ B. Jessop, *op. cit.*, p. 154-155 et 177.

²¹ R. Boyer, *La théorie de la régulation, op. cit.*, p. 105.

²² *Ibid.*, p. 102-103.

²³ B. Jessop, *op. cit.*, p. 176.

pas "en germe l'échec de la quasi-totalité des tentatives de type empiriste²⁴"? Et puis, l'idée des deux phases n'est-elle pas au coeur du programme de recherche régulationniste?

En fait, l'approche de la régulation ne doit pas énormément à l'économétrie. Les résultats essentiels proviennent davantage de l'analyse historique que de modèles formels qu'on a plus souhaités que développés. Ces résultats ne sont d'ailleurs pas sans failles, et ils ne justifient pas un conservatisme méthodologique exagéré. Prenons, par exemple, le cas des États-Unis. Gérard Duménil, Dominique Lévy, Robert Brenner et Mark Glick ont critiqué sévèrement l'analyse régulationniste de la croissance américaine. Pour le pays désigné à l'origine comme le plus typique, ces auteurs n'observent aucune des formes d'accumulation et de régulation d'abord définies par Michel Aglietta. La relation salaires/productivité, en particulier, s'avère historiquement très stable, et justifie mal la périodisation proposée²⁵. Reconnaisant qu'il y a là un problème, Robert Boyer suggère de meilleurs modèles et de plus amples recherches²⁶. Mais Duménil et ses collaborateurs n'ont peut-être pas tort. Après tout, lorsqu'ils insistent sur la stabilité historique du lien entre salaires réels et productivité, ils reprennent à leur compte un des aspects les plus fondamentaux et les mieux établis de l'analyse néo-classique²⁷.

À la recherche de "zones de stabilité structurelle" susceptibles de générer des équilibres macro-économiques à moyen terme, les régulationnistes ont pensé trouver ces zones d'équilibre et leurs limites au niveau agrégé, macro-économique. Or, la recherche historique — sur les années trente par exemple — tend à nier l'existence de désajustements aussi dramatiques, visibles au niveau macro-économique. Ainsi, Peter Temin, que Brenner et Glick citent avec approbation, conclut sa revue de la littérature sur la grande dépression en rejetant l'hypothèse de la sous-consommation²⁸.

Temin reconnaît, cependant, le caractère incontournable de l'hypothèse de la demande ("spending hypothesis"). À mon avis, c'est de ce côté qu'il faut chercher pour comprendre les fondements structurels de la grande dépression²⁹. Après

²⁴ R. Boyer, *La Théorie de la régulation*, *op. cit.*, p. 76.

²⁵ G. Duménil et D. Lévy, "Theory and Facts: What Can We Learn From a Century of History of the U.S. Economy?", Communication au Colloque international sur la théorie de la régulation, Barcelone, 16 juin 1988, p. 10; R. Brenner et M. Glick, *op. cit.*, p. 110.

²⁶ R. Boyer, *The Regulation School*, *op. cit.*, p. xix.

²⁷ Voir E. H. Phelps Brown, *A Century of Pay*, London, Macmillan, 1968, p. 36-37 et 319.

²⁸ P. Temin, *Did Monetary Forces Cause the Great Depression?*, New York, W. W. Norton, 1976, p. 32; R. Brenner et M. Glick, *op. cit.*, p. 84.

²⁹ Les études les plus récentes expliquent la grande dépression à la fois par des causes structurelles et par des politiques économiques déficientes. Longtemps posés en

l'effondrement boursier de 1929, la demande pour les biens de consommation tombe de façon radicale, avant même le niveau des investissements et bien au-delà de ce que la baisse des revenus consécutive au crash aurait justifié. Cette chute en apparence autonome de la demande — cruciale pour comprendre la dépression — s'explique mal d'un point de vue purement macro-économique³⁰. Par contre, si on considère les années vingt d'un point de vue régulationniste, il est possible d'associer celle-ci à des transformations structurelles dans la production, la formation des salaires et la composition de la demande.

Aux États-Unis, les années vingt sont marquées par des gains de productivité sans précédent, associés à la montée des secteurs modernes proches de l'industrie automobile³¹. Les revenus augmentent en conséquence, mais très inégalement: de 1923 à 1929, le revenu réel *per capita* croît pour les fermiers et pour les plus riches, mais il stagne ou diminue pour une large majorité de la population non agricole, si bien qu'à la veille du krach boursier, les écarts entre les emplois les mieux et les moins bien payés atteignent un sommet historique³². La majorité n'a pas encore accès aux nouveaux biens de consommation produits en masse, ayant tout juste de quoi payer les nécessités traditionnelles³³. Comme la construction résidentielle, la grande industrie dépend donc beaucoup des achats plus ou moins facultatifs des catégories les plus aisées de la population³⁴. Après le "jeudi noir", ces consommateurs privilégiés montreront une forte préférence pour les liquidités, et remettront indéfiniment l'acquisition de résidences ou de biens durables, contribuant ainsi à une chute de la demande bien plus importante que la chute d'ensemble des revenus³⁵. Jusque-là entraînée par la croissance des industries les plus modernes, la croissance économique américaine ralentit alors de façon

opposition, ces deux aspects sont de plus en plus compris comme complémentaires. Voir B. Eichengreen, "The Origins and Nature of the Great Slump Revisited," *Economic History Review*, 45(2), mai 1992, p. 213-239.

³⁰ P. Temin, *op. cit.*, p. 65-69, p. 82-83 et 172.

³¹ J. W. Kendrick, *Productivity Trends in the United States*, Princeton, Princeton University Press (National Bureau of Economic Research), 1961, p. 136 et 160-163.

³² C. F. Holt, "Who Benefited from the Prosperity of the Twenties?", *Explorations in Economic History*, 14(3), juillet 1977, p. 282-183; J. G. Williamson et P. H. Lindert, *American Inequality: A Macroeconomic History*, New York, Academic Press, 1980, p. 81.

³³ R. S. Lynd et A. S. Hanson, "The People as Consumers", in *Report of the President's Research Committee on Social Trends. Volume 2: Recent Social Trends in the United States*, New York, McGraw-Hill, 1933, p. 891-892; C. S. Fischer et G. R. Carroll, "Telephone and Automobile Diffusion in the United States, 1902-1937", *American Journal of Sociology*, 93(5), mars 1988, p. 1154.

³⁴ R. B. Zevin, "The Economics of Normalcy", *Journal of Economic History*, 42(1), mars 1982, p. 50-51.

³⁵ F. S. Mishkin, "The Household Balance Sheet and the Great Depression", *Journal of Economic History*, 38(4), décembre 1978, p. 929-931; P. Temin, *op. cit.*, p. 78-79.

dramatique, pour ne plus redémarrer, tant que des changements institutionnels ne garantiront pas une relance durable³⁶.

Bien sommaires, ces quelques remarques sur les années trente américaines suggèrent à tout le moins l'importance d'une compréhension fine de l'accumulation et de la régulation. Qu'il s'agisse de la production industrielle, des revenus ou du comportement des consommateurs, les éléments les plus intéressants ne ressortent souvent qu'au niveau sectoriel. L'essor de la productivité, par exemple, concerne surtout les industries de pointe, tout comme la progression des revenus ne touche qu'une petite partie de la population. La chute autonome de la demande, qui amorce la grande dépression, ne se comprend que sur la base de ces faits, nécessairement ignorés par des modèles ne retenant que des données agrégées.

Si la modélisation échoue à rendre compte de cette dynamique en termes d'équilibre, l'approche de la régulation réussit par contre très bien à guider l'interprétation fine des données. Qu'il s'agisse des gains spectaculaires de productivité dans les secteurs industriels modernes, de la répartition inégale de ces gains dans la population, de l'évolution lente des normes de consommation avant 1929, ou encore de la chute autonome de la demande et de l'incapacité des formes institutionnelles en place à assurer la relance durant les années trente, on retrouve très bien l'idée régulationniste d'une tension entre l'évolution graduelle de l'accumulation et celle plus lente et heurtée des institutions régulatrices. C'est dans cette idée simple que se trouve le véritable noyau dur de l'approche de la régulation. Les premières analyses ont exagéré le caractère statique et équilibré des périodes stables, elles ont cherché en vain à comprendre les crises en termes de déséquilibre, et elles ont peut-être mal périodisé l'évolution du capitalisme. Elles ont néanmoins le mérite d'avoir souligné le caractère fondamentalement historique, social et institutionnel de la croissance dans les économies capitalistes. C'est sur la base de cette intuition, plutôt que sur la quête de modèles de plus en plus sophistiqués, que le programme de recherche régulationniste devrait continuer à se développer.

Pour Alain Lipietz, plus politique et moins attiré par l'économétrie, un tel parti pris pour l'histoire et la fluidité des rapports sociaux ne pose guère de problèmes. Dans un bref bilan de l'approche, il exprime sa méfiance face à une formalisation excessive et privilégie plutôt la précision conceptuelle, nécessaire pour décrire le capitalisme comme "une sorte de métasystème... malléable dans ses réalités concrètes"³⁷. Robert Boyer lui-même pose le problème en termes semblables lorsqu'il discute de la recherche historique sur la France. Comparant les historiens, qui insistent "sur les *changements multiformes* dont l'entre-deux-guerres est l'objet en France", et les économètres, qui "ont pour principe de rechercher

³⁶ M. A. Bernstein, "The Great Depression and Regulation Theory: A North American Perspective", Communication au Colloque international sur la théorie de la régulation, Barcelone, 16 juin 1988, p. 18.

³⁷ A. Lipietz, *op. cit.*, p. 1052 et 1058.

d'abord la *stabilité et continuité* de leur modèle", Boyer souligne les limites de l'économétrie:

Cette tension permanente entre ce qui change et les récurrences n'est nulle part plus sensible que dans l'article de Denis Phan. Alors que l'objectif essentiel est de cerner les changements dans la production, l'investissement, la gestion du personnel, la formation des salaires, le modèle économétrique qui sert de référence au commentaire est supposé invariant tout au long de la période à quelques variables indicatrices près, qui semblent plus destinées à améliorer la qualité de l'ajustement économétrique qu'à cerner les changements du mode de régulation... C'est sans doute que les transformations institutionnelles nécessitent une ou plusieurs décennies pour façonner le mode de régulation effectivement à l'œuvre dans une économie nationale³⁸.

Si Boyer continue malgré tout à miser sur l'économétrie, c'est qu'il y voit un rempart contre ce qu'il appelle "un plat événementialisme" ou "un vague institutionnalisme"³⁹. Il y a pourtant une grande distance entre le déterminisme étroit privilégié par l'orthodoxie économique et la pure description historique. La théorie de l'évolution des espèces, par exemple, n'en est pas moins pertinente et scientifique parce qu'elle n'est pas strictement déterministe. Or, parce qu'ils relèvent de l'économique, du politique et du social, les mécanismes propres à l'accumulation et à la régulation ressemblent sans aucun doute beaucoup plus à ceux expliquant l'évolution qu'aux lois de la physique newtonienne⁴⁰.

Mais peut-on laisser tomber la distinction entre les deux phases proposées par Boyer tout en conservant le programme de recherche régulationniste? L'idée d'une coupure entre périodes de stabilité et crises n'est-elle pas centrale à l'approche de la régulation? Il y a effectivement un certain nombre d'idées à revoir, dont certaines sont assez centrales. Mais, encore une fois, le noyau dur de l'approche — l'accent sur les fondements institutionnels toujours précaires de l'accumulation — peut être préservé. Pour entrevoir comment cela peut se faire — au moins sur le plan théorique — il semble utile de revenir sur l'auteur qui, avec Marx, a le plus réfléchi sur le caractère profondément instable du capitalisme: John Maynard Keynes.

³⁸ R. Boyer, "Le particularisme français revisité: la crise des années trente à la lumière de recherches récentes", *Le Mouvement social*, 154, janvier-mars 1991, p. 27-28.

³⁹ R. Boyer, *La Théorie de la régulation*, *op. cit.*, p. 74.

⁴⁰ R. W. Miller, *Analyzing Marx: Morality, Power and History*, Princeton, Princeton University Press, 1984, p. 233-35; J. Elster, *Nuts and Bolts for the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 8-10.

Keynes, Marx et l'instabilité fondamentale du capitalisme

L'approche de la régulation marquait en quelque sorte la redécouverte, par le marxisme français, de la tradition keynésienne⁴¹. La tradition retenue, cependant, relève moins de Keynes lui-même que de ses épigones. Les régulationnistes renvoient en fait à deux interprétations contemporaines de Keynes: l'interprétation néo-classique, qui replace l'approche keynésienne dans le cadre de l'équilibre général, et la version post-keynésienne, qui l'intègre à une analyse plus ou moins marxiste de la lutte des classes. Dans chacune de ses deux versions, la référence à Keynes pose problème, parce qu'elle justifie la recherche des zones d'équilibre proposée par Boyer. Du point de vue néo-classique, l'analyse keynésienne constitue en effet un cas particulier du problème de l'équilibre général, et elle invite à la construction de modèles formels. Différente à bien des égards, l'analyse post-keynésienne suggère, de la même façon, l'existence de phases stables pouvant se traduire en modèles économétriques. Néo-classique ou post-keynésienne, l'utilisation régulationniste de Keynes fonde donc l'idée d'une phase suffisamment stable pour s'interpréter en termes d'équilibre⁴².

Keynes, pourtant, n'acceptait pas de représenter l'économie comme un système en équilibre. Pour lui, l'économie capitaliste était en perpétuelle transformation, et l'incertitude radicale des agents faisait de toutes les relations économiques des flux instables, impossibles à saisir avec des équations simultanées ou des modèles déterministes. Pour une telle économie, il ne pouvait y avoir de théorie mathématique générale, puisque ni les variables, ni les paramètres ne pouvaient être définis en termes généraux. Au mieux, l'économiste pouvait-il dégager ce que l'on appellerait aujourd'hui des "mécanismes" liant causes et effets, dans le but de suggérer des politiques, adéquates pour un certain temps⁴³. Pour ce faire, cependant, il fallait se méfier tant de l'économie mathématique que de l'économétrie:

[...] [mathematical] manipulations... involve just as much tacit assumption as to what variables are taken as independent (partial differentials being ignored throughout) as does ordinary discourse, whilst I doubt if they carry us any further than ordinary discourse can. Perhaps the best purpose served by writing them down is to exhibit the extreme complexity of the relationship between prices and the quantity of money, when we attempt to express it in a formal manner⁴⁴.

⁴¹ A. Noël, "Accumulation, Regulation, and Social Change", *op. cit.*, p. 313.

⁴² A. Fitzgibbons, *Keynes's Vision: A New Political Economy*, Oxford, Oxford University Press, 1988, p. 115-116 et 147-149.

⁴³ *Ibid.*, p. 121, 134 et 143; A. Asimakopulos, *Keynes's General Theory and Accumulation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 188.

⁴⁴ Keynes, cité dans A. Fitzgibbons, *op. cit.*, p. 140.

Quant à l'économétrie, en demandant des mesures précises de toutes les dimensions:

[...] it withdraws from the operation of the method all those economic problems where political, social, and psychological factors, including such things as government policy, the progress of invention and the state of expectation, may be significant⁴⁵.

La *Théorie générale*, note Asimakopulos, était à la fois une affirmation de l'importance de la théorie économique et une reconnaissance de ses limites intrinsèques: importance pour établir des "mécanismes" et proposer des politiques; limites parce que tout résultat et toute proposition demeuraient redevables des circonstances historiques et institutionnelles particulières à chaque économie concrète⁴⁶.

Avant la lettre, Keynes proposait donc un programme de recherche en accord avec le point de vue du réalisme scientifique sur les sciences sociales. Dans une discipline dominée par la recherche d'un ordre théorique d'inspiration newtonienne, cette compréhension de la théorie économique a vite été oubliée, au profit des traductions néo-classiques et post-keynésiennes de quelques-unes des idées de Keynes. L'approche de la régulation, qui a abondamment puisé à ces sources impures, aurait tout intérêt à renouer avec le Keynes du changement incessant, de l'incertain et du non-déterminé. Elle y trouverait sans doute la meilleure antidote à sa tendance à extraire la régulation des rapports sociaux, pour la figer, en équilibre, dans des modèles formels.

Comme la compréhension "réaliste" du marxisme, l'analyse keynésienne rompt avec la recherche de lois purement déterministes, et insiste plutôt sur le caractère toujours précaire de la régulation. Elle permet en outre de pousser plus loin, tout en l'inscrivant à l'intérieur de la tradition économique, la recherche sur les aspects moins tangibles de l'accumulation et de la régulation. Afin de pallier la tendance économiste propre à l'approche de la régulation, Bob Jessop suggère d'intégrer certaines des idées proposées par les théoriciens de l'État et du discours⁴⁷. L'analyse keynésienne des institutions, des routines et du climat social répond en bonne partie au même objectif. Ainsi, c'est en termes très keynésiens que Peter Temin explique maintenant la grande dépression, comme résultat de politiques et de comportements relevant d'un "régime implicite de politiques" intégré par les principaux acteurs, "régime" que seuls des changements politiques majeurs pouvaient remettre en cause⁴⁸.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 156.

⁴⁶ A. Asimakopulos, *op. cit.*, p. 188.

⁴⁷ B. Jessop, *op. cit.*, p. 205.

⁴⁸ P. Temin, *Lessons from the Great Depression*, Cambridge, MIT Press, 1989, p. 91.

Héritière de Marx et de Keynes, l'approche de la régulation s'est engagée sur de fausses pistes en reprenant la lecture positiviste "standard" de ces deux auteurs. Ce faisant, elle privilégiait la recherche de tendances et d'équilibres purement économiques en périodes stables, et ne traitait du politique que pour expliquer, avec beaucoup d'hésitations, l'origine et la fin des crises. Marx et Keynes, cependant, n'étaient pas positivistes mais réalistes. Ils cherchaient à établir des mécanismes permettant d'expliquer, mais jamais de prédire, les phénomènes sociaux. Ni l'un ni l'autre ne considérait, même pour des exercices de méthode, un univers économique coupé d'un monde social et politique sans cesse changeant.

De Marx, l'approche de la régulation doit retenir l'analyse des rapports sociaux et de l'accumulation. L'exploitation, les rapports de classe, et l'action collective, tout comme l'innovation technologique et la croissance économique, n'ont guère de place chez Keynes. À cet égard, l'analyse marxiste demeure incontournable. Keynes, par contre, nous apprend beaucoup sur les problèmes de composition et sur l'incertitude propres au circuit économique, sur l'importance des institutions et des conventions sociales, et sur le rôle des idées et des discours économiques et sociaux.

Une synthèse régulationniste et "réaliste" de ces apports théoriques ne ressemblerait peut-être pas tout à fait à l'approche de la régulation telle qu'on la connaît. À tout le moins, il faudrait remettre en question une partie des résultats quantitatifs, revoir les concepts de stabilité et de crise, et réviser la périodisation du capitalisme. Les principaux concepts, cependant, comme les idées fondatrices sur l'accumulation et la régulation, demeureraient pertinents. En renouvelant son analyse et ses catégories, l'approche pourrait mettre à jour ses meilleures intuitions, répondre aux critiques les plus significatives, et intégrer certaines des idées que l'on doit à la sensibilité postmoderne. N'est-ce pas le propre d'un programme de recherche progressiste que de savoir, comme le suggère Alain Lipietz, "jeter au feu" les "échafaudages" théoriques devenus inutiles, afin de poursuivre le travail en évitant de s'accrocher à une orthodoxie?⁴⁹

Conclusion

Les principales critiques de l'approche de la régulation ont raison d'y voir une tentative infructueuse de construire des modèles de croissance propres à chaque période de stabilité. D'un autre côté, l'approche de la régulation se veut également sensible à l'histoire et au changement, non déterministe, et ouverte au politique. Cette tension entre la recherche de déterminants économiques et l'ouverture au politique se traduit, au moins dans l'exposé méthodologique de Robert Boyer, par une coupure entre deux phases, une plus économique, où les rapports sociaux sont

⁴⁹ A. Lipietz, *op. cit.*, p. 1055; *Mirages et miracles: problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde*, Paris, La Découverte, 1985, p. 9.

à peu près figés, et une autre plus politique, où ils sont remis en question. Cette coupure qui isole l'économique du politique n'est justifiée ni par l'épistémologie, ni par la méthode, et elle introduit une contradiction majeure dans le programme de recherche régulationniste. L'argument présenté ici rejette l'idée d'une telle coupure, en insistant sur le caractère précaire de toute régulation, en relativisant l'importance de la formalisation, et en réaffirmant les fondements marxistes et keynésiens de l'approche. Une telle remise en question risque bien sûr d'ébranler certains des aspects plus quantitatifs du programme de recherche régulationniste, mais il s'agit d'une perte acceptable. Dans la mesure où ces résultats encouragent une compréhension erronée de la régulation, ils nuisent plus qu'ils ne contribuent au développement de l'approche.

Tout l'argument peut se résumer en deux images. Pour Boyer, la régulation apparaît un peu comme une maison que l'on construit et que l'on entretient pendant un temps sans rien changer, jusqu'à ce qu'il faille la rénover en profondeur, sinon la démolir pour reconstruire. Dans l'optique présentée ici, la régulation tient davantage du fort que les enfants construisent l'hiver, dans la neige. Les enfants élèvent un rempart, ajoutent un motif — inspiré par le fort des petits voisins — percent une meurtrière, brisent un muret dans le feu d'une bataille ou d'une célébration, bref ils construisent et rénovent sans répit jusqu'à la destruction finale de toute l'œuvre, qui finit inéluctablement par arriver, que ce soit à la suite d'un élan guerrier, d'une frénésie auto-destructrice (qui permet de recommencer le lendemain), ou d'une bonne pluie. Projet perpétuel, le fort n'est jamais fini jusqu'à ce qu'il soit détruit. Ce qui importe pour ses concepteurs, c'est moins le résultat que l'entreprise collective, moins le fort lui-même que l'entente très relative des participants autour d'une vision commune, qui organise les jeux pendant un temps.

Ainsi, la régulation de l'après-guerre commence à bien des égards avant 1945 et ne prend sa forme achevée qu'avec le milieu des années soixante. L'État-providence, par exemple, est largement une création des années soixante, tout comme plusieurs éléments de la régulation salariale n'apparaissent à peu près complétés que peu de temps avant la crise qui les remet en question⁵⁰. Certains ont vu dans ce court laps de temps entre la constitution à peu près finale d'un mode de régulation et sa crise un problème pour l'approche de la régulation. Au contraire, tout est là. Du point de vue présenté ici, le caractère jamais achevé du mode de régulation apparaît tout à fait normal: la régulation n'est pas un produit fini mais un processus, une façon plus ou moins cohérente de poursuivre les luttes et de produire des réformes, autour d'une vision à peu près commune de la société et des principaux enjeux. Ce que l'on perçoit éventuellement comme un résultat,

⁵⁰ G. Therborn et J. Roebroek, "The Irreversible Welfare State: Its Recent Maturation, its Encounter with the Economic Crisis, and its Future Prospects", *International Journal of Health Services*, 16(3), 1986, p. 319-338; G. Boismenu, "La vraisemblance de la problématique de la régulation pour saisir la réalité canadienne: étude des indicateurs économiques en moyenne période", *Cahiers du GRÉTSÉ*, Montréal, juin 1989.

tient donc moins d'un ordre statique que de l'illusion d'un tel ordre, que l'on évoque plus tard, parfois avec nostalgie, après en avoir détruit les principaux éléments.

Le politique n'est pas uniquement affaire de moments privilégiés. La société ne se fige jamais suffisamment dans ses institutions pour pouvoir être représentée comme un ordre stable régi par des lois purement économiques. En fait, on a toujours un peu l'impression de traverser une crise, et on prend souvent le passé pour plus stable qu'il ne l'était vraiment. Pour bien comprendre la régulation, il faut donc la saisir comme un ensemble précaire de pratiques, de conventions et de signaux qui nous guident, plus mal que bien, dans un monde dominé par l'incertitude.

Alain NOËL
Département de science politique
Université de Montréal

Résumé

Les principales critiques de l'approche de la régulation y voient une tentative infructueuse de construire des modèles de croissance formels, propres à chaque période de stabilité. Le problème est réel, et relève d'une tension entre la recherche de déterminants économiques et la reconnaissance du caractère exogène du politique. Cette tension se traduit par une coupure en deux phases, une plus économique, où les rapports sociaux sont à peu près figés, et une autre plus politique, où ils sont remis en question. L'article tente de démontrer qu'une telle coupure, qui isole l'économique du politique, n'est justifiée ni par l'épistémologie, ni par la méthode, et introduit une contradiction majeure dans le programme de recherche régulationniste. L'argument présenté ici rejette une telle coupure, en insistant sur le caractère précaire de toute régulation, en relativisant l'importance de la formalisation, et en réaffirmant les fondements marxistes et keynésiens de l'approche. Cette remise en question impose des révisions théoriques et empiriques significatives, mais elle semble nécessaire.

Summary

Critics of the regulation approach see it as a flawed attempt to build formal growth models specific to each period of stability. The problem is genuine, and is rooted in a tension between the search for economic determinants and the recognition of the exogenous character of politics. This tension leads to a distinction between two phases, one more economic, where social relations are more or less frozen, the other more political, where they are questioned. This article seeks to demonstrate that such a distinction, which separates the economic from the political, is not justified by epistemological or methodological

considerations, and introduces a major contradiction in the regulationist research programme. To refute such a distinction, the argument presented here stresses the precarious nature of any regulation, questions the importance of formal models, and reaffirms the Marxist and Keynesian foundations of the approach. This reevaluation imposes significant theoretical and empirical revisions, but it seems necessary.